

Accueil

Actualités

Tracts & affichages

Bonnes nouvelles

Photos

Vidéos

Syndicalisme / luttes

Débat-Concert 5 sept

Forum

Contact & Liens

Le 28 janvier 2010, interview de Vincent Feltesse lors de ses vœux à la presse et déclaration sur First Aquitaine Industries :



La presse du 28 janvier 2010 :



Ex-usine Ford de Blanquefort : Feltesse déplore un "manque de visibilité"

28/01/2010 : Le président PS de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), Vincent Feltesse, a déploré jeudi "un très grand manque de visibilité" sur l'avenir de First Aquitaine Industries (FAI), ex-usine Ford de Blanquefort (Gironde) cédée en 2009 par le constructeur américain.

"Je suis de nouveau inquiet", a reconnu M. Feltesse, également maire de Blanquefort, rappelant que la reprise du site par HZ Holding avec l'intégralité des quelque 1.600 salariés, annoncée le 2 février 2009 à Bordeaux par la ministre de l'Economie Christine Lagarde et effective depuis le printemps dernier, avait été "quelque chose d'assez inespéré".

"quelque chose d'assez inespéré".

"Un an après, on a de nouveau un très grand manque de visibilité et il y a un écart très important entre ce que peuvent nous dire les ouvriers, cadres et syndicats du site qui sont extrêmement inquiets et les échos officiels qu'on peut avoir et qui disent que cela ne va pas si mal que ça", a-t-il ajouté.

"On demande de façon assez simple mais tenace que tout le monde se remette autour de la table pour qu'on échange les informations", a-t-il conclu, s'exprimant en marge de ses vœux à la presse au siège de la CUB.

L'intersyndicale de FAI, devenu sous-traitant pour la fabrication de boîtes de vitesse pour Ford, a déclenché le 15 janvier une procédure d'alerte. Une procédure destinée à obtenir un audit sur le montage juridique et financier de la reprise de l'usine, selon la CGT.

SUD OUEST.com



**LA DIRECTION PATINE OU BARATINE,
 L'AVENIR EST PLUS QUE FLOU :
 IL EST TEMPS D'AGIR À NOUVEAU**

La réunion CE de ce lundi 25 janvier n'a fait que confirmer les très mauvaises impressions qui se sont renforcées ces derniers mois. Le déclenchement du Droit

La réunion CE de ce lundi 25 janvier n'a fait que confirmer les très mauvaises impressions qui se sont renforcées ces derniers mois. Le déclenchement du Droit d'Alerte met la pression sur la direction et semble révéler encore plus qu'elle est complètement dépassée par la situation.

Une nouvelle fois, la direction s'est dite dans l'incapacité de répondre aux questions posées sur l'avenir du site, sur l'avancement des projets, sur sa capacité à financer les futures productions ... Elle ne fait que répéter un discours du genre « soyez patients, ça va venir, les Chinois vont signer un voire deux contrats, les banques vont accorder leurs prêts, etc ... ».

Dans les faits nous ne voyons strictement rien venir. N'ayant rien à répondre pour rassurer ou pour montrer que les choses avancent réellement, la direction s'attaque aux syndicats (ou à certains syndicats) laissant même entendre qu'ils pourraient être responsables de l'échec des projets. Voilà une direction qui perd les pédales et qui reprend son chantage classique dès lors que la menace plane d'une éventuelle mobilisation des salariés.

C'est clair, la direction se moque du monde !

Tout d'abord, elle s'en prend au choix de lancer le droit d'alerte. « C'est une erreur » car cela va mettre en évidence les inquiétudes et le manque de confiance. Cela pourrait même faire hésiter les entrepreneurs chinois ! Depuis des mois qu'ils « sont sur le point de signer » voilà qu'ils reculeraient à cause du droit d'alerte ? Sans rire, la direction nous informe que internet et « google » existent aussi en Chine et que nos futurs clients chinois pourraient voir que les salariés se mobilisent. Ce qui évidemment pourrait les faire fuir, toujours d'après une direction, décidément très fine psychologue.

La direction nous refait son coup favori, celui du chantage et de la pression. Cela avait commencé en 2007/2008, lors de la mobilisation. A l'époque, les premières manifestations, journées de grève et le blocage de l'usine risquaient d'indisposer Ford et de les faire partir avant l'heure. Puis à l'occasion de la manifestation au salon de l'automobile, la direction criait encore au loup et parlait du risque de faire fuir les éventuels repreneurs ! Et voilà que maintenant la comédie au sujet des clients chinois !

C'est pas se moquer du monde ? Quel culot en effet de la part de la direction. N'arrivant pas à confirmer un débouché pour la transmission « Ford », elle ne trouve pas d'autres solutions que de s'en prendre aux syndicats et aux salariés qui s'inquiètent. La direction, par manque d'argument, essaie de faire diversion et attaque encore les syndicats en dénonçant les soi-disant violences dont elle aurait été victime lors de la manifestation du 24 octobre ! Ça part en vrille !

Cela fait plus d'un an que la mobilisation pour la défense des emplois s'est mise en veille. Il faut dire que la fin d'année 2008 avait mis la direction en situation compliquée. Même dans la période de « chômage technique », les rassemblements, les manifestations, les rencontres avec les élus et les pouvoirs publics n'avaient pas cessé. Nous avons multiplié toutes ces actions pour maintenir la pression et essayer de pousser à ce que nous arrivions vraiment à une reprise.

Forcément, le 2 février 2009, l'annonce de la reprise en grande pompe, a changé la donne. Même sceptiques, nous savions que la mobilisation allait se mettre en veille car il s'agissait de « négocié » pour assurer la meilleure reprise possible. Stopper la mobilisation était d'ailleurs un des objectifs de Ford : tout le bruit autour de son désengagement devait s'arrêter.

Depuis cette période, nous n'avons jamais cessé de dénoncer le manque de transparence de la direction et avons exprimé en permanence notre méfiance. Nous avons refusé de donner un avis favorable à la reprise. Aujourd'hui, les événements nous donnent « raison » mais il n'y a pas de quoi être satisfaits. **Raison ou pas, le problème reste d'être en capacité de défendre tous nos emplois.**

Situation dangereuse mais pas sans issue

Le Droit d'Alerte est un outil important car il permet d'exprimer l'inquiétude et dénoncer le manque d'informations. Mais ce n'est pas non plus une solution miracle. Il est évident pour nous que c'est un moyen de souligner l'urgence de la situation, de rappeler à tout le monde que l'inquiétude se transforme en sentiment de danger. D'une certaine manière, le lancement de cette procédure a été un petit électrochoc vis-à-vis de l'opinion publique, des élus et des médias.

Mais cela ne suffit pas. Pour remettre la pression sur les pouvoirs publics, sur le gouvernement et sur Ford (qui reste décisionnaire dans les statuts de FAI jusqu'à fin 2011), il y a un autre outil qui est irremplaçable : c'est la mobilisation des salariés. Nous en avons l'expérience puisque c'est notre lutte menée entre 2007 et 2009 qui a permis d'éviter une fermeture programmée secrètement pour cette année.

Oui, l'intervention des salariés est primordiale. L'activité seule des élus, aussi bons soient-ils, aussi « robustes » ou « passionnés » soient-ils, ne suffira pas à imposer aux patrons associés la sauvegarde du site et des emplois. Il faut la force des salariés qui prennent leurs affaires en main. Il s'agit du sort de tout le monde. L'enjeu est trop important à la fois pour nos emplois de « fordistes » mais aussi pour les milliers d'emplois induits (sous-traitance + toute l'activité économique liée à FAI).

Notre force, c'est l'unité des salariés mais aussi leur détermination à défendre sans cesse tous les emplois. Nous avons toute la légitimité pour mener cette bataille sans rien lâcher. Nous avons tout intérêt à nous opposer à l'idée même de suppressions d'emplois. Il nous faut dénoncer les manipulations de la direction, son hypocrisie sans limite.

Car il y a un an, au moment de l'officialisation de la reprise, que ce soit le gouvernement, quelques élus importants et la FMC, tous ces gens là avaient fanfaronné pour affirmer sans hésitation que « l'usine et tous les emplois sont sauvés » ! Rappelons-nous des balivernes qu'ils nous sortaient, du style « grâce à la crise, le site s'en sortira », « Hay grande famille d'industriels qui a les reins solides ». Aujourd'hui, c'est sûr, nous sommes loin de ces déclarations grandiloquentes.

2 février 2010 : un an après l'annonce, mobilisons-nous

Il est temps pour nous de reprendre le chemin de la mobilisation. Les mois passent et le danger semble encore plus proche. Encore une fois, nous ne disons pas que tout est fichu ou que la direction a prévu la fermeture de l'usine à court terme. Nous n'en savons rien. Mais il n'est pas question d'attendre encore sans rien faire.

Comme nous l'avons dit, la mobilisation des salariés est nécessaire pour exercer une pression utile sur les pouvoirs publics et le gouvernement. Contrairement à ce que dit la direction en réunion, nous n'avons absolument pas envie « de tout casser, de tout détruire ». Et c'est là encore une grosse escroquerie. Ce sont les patrons qui « cassent et détruisent » les emplois, certainement pas les syndicats et les salariés qui, au contraire, se mobilisent pour les défendre.

Nous avons proposé lors de l'intersyndicale du 26 janvier d'organiser une action commune et symbolique le jour anniversaire de l'annonce de la reprise. Nous avons insisté sur l'importance de cette action pour tirer la sonnette d'alarme et montrer que nous n'avons pas l'intention de nous laisser baratiner encore longtemps. Nous avons insisté aussi sur le fait de coordonner nos efforts ce jour là pour distribuer ensemble des tracts à la population, inviter les médias en organisant une conférence de presse, inviter les élus pour débattre de la situation.

Malheureusement, nous n'avons convaincu aucun des syndicats et nous sommes donc seuls à appeler à une action le 2 février. Nous le regrettons d'autant plus fortement qu'il y a toutes les raisons de faire quelque chose maintenant : un droit d'alerte voté à l'unanimité, une réunion CE qui a suivi sans aucune réponse de la direction, une situation d'urgence sur les projets et l'avenir du site, les élus qui recommencent à intervenir.

Cette journée est l'occasion d'exprimer un mécontentement bien réel dans l'usine. Depuis plusieurs semaines, nous sommes sollicités par de nombreux salariés pour agir.

Nous ne pouvons plus attendre, le temps joue contre nous. Re-agissons !

Dans les prochains jours, nous apporterons les détails de cette journée de mobilisation.

La CGT-First/Ford le 27 janvier 2010

Interview d'un délégué CGT-First/Ford sur la radio
GOLD FM le 26 janvier 2010 :

GOLD FM le 26 janvier 2010 :



Compte-rendu du CE du 25 janvier 2010

Marche de l'entreprise

Une légère augmentation de la S grâce à l'Explorer qui se porte mieux que prévu.
Prévision pour 2010 : un peu plus de 150 000 transmissions.
Arrêt de la Mustang prévu ce mois ci. Arrêt de la Falcon fin mars.
Augmentation de volume pour le TTH avec un renforcement de l'effectif d'une dizaine de personnes selon la direction.
Une semaine de démontage des boites Falcon suite à un problème de fournisseur.

Projets

Boites pour le marché chinois : Toujours en discussion avec les deux clients prévus. Le prix de vente de la boite a été fixé, il est confidentiel pour des raisons de concurrence. Sur le deuxième client potentiel dont FAI est en concurrence avec ZF, le PDG nous a dit " le plus intelligent gagnera".
Le responsable commercial part en Inde à la fin de la semaine voir deux clients possibles.

Projet Atlas : Au sujet du prêt bancaire, la direction attend toujours les conclusions des cabinets mandatés par First et l'Etat. La situation devient urgente, il faut que ce financement se fasse rapidement pour la survie du projet global de FAI.
Des techniciens de First sont partis en Allemagne pour réduire le coût du bâtiment. Nous pensons que si la situation est urgente, la direction doit débloquer l'argent des comptes séquestre et que Ford se porte garant.

Pour le reste des projets composants automobile : rien de nouveau.

Sur les questions posées à l'occasion du droit d'alerte, la direction dit prendre son temps pour répondre au cabinet Sécafi.
Sur l'ensemble des projets, les 140 millions d'euros financés soi-disant par HZ, HAY et ses partenaires, seraient apportés par les dividendes laissés par les actionnaires HZ sur les bénéfices générés par First et la marge que HAY pourrait nous octroyer. Finalement c'est First au bout du compte qui s'autofinance.

Divers

Les congés d'été : du 17 juillet au 8 août 2010.

Le passage en 1x8 est en cours d'étude, pas de date précise.

Suite à la demande des élus CE de créer un comité de groupe HZ France avec First et Safe, la direction a répondu favorablement. Les modalités seront discutées prochainement.

La CGT-First/Ford le 25 janvier 2010

Compte-rendu de la rencontre avec Mr Alain Anziani sénateur PS de Gironde

(vendredi 22 janvier 2010)

Mr Anziani a reçu à la mairie de Mérignac, une délégation de la CGT-First/Ford suite à notre demande. Nous avons donné des nouvelles de la situation à l'usine. Un an après, à part le panneau Ford enlevé et une production en baisse, nous n'avons rien vu. Aucun des projets n'a avancé, y compris celui des éoliennes. Donc une situation

vu. Aucun des projets n'a avancé, y compris celui des éoliennes. Donc une situation des plus inquiétantes.

Pour Alain Anziani, « l'année 2010 sera une année cruciale ». Pour lui, les élus ont effectivement un rôle à jouer même si les parlementaires ne sont pas les mêmes moyens de pression que les élus comme Mrs Rousset et Feltesse. Il verra avec la députée Pascale Got pour coordonner leurs interventions aux deux parlements.

Nous avons insisté sur le fait que le sort de l'usine Ford est un enjeu important pour toute la Région. Nous ne luttons pas uniquement pour les emplois des ouvriers « Ford » mais aussi pour tous les emplois induits ce qui ne représente pas loin de 10 000 emplois.

Nous avons posé le problème des aides ou subventions aux entreprises comme Ford ou HZ/First. Nous avons notamment dénoncé le financement à un plan de formation qui s'avère être plus un moyen d'éviter le chômage partiel qu'une volonté de former réellement le personnel de l'usine en vue des futurs projets. Nous ne comprenons pas comment Ford/First peuvent recevoir des aides sans qu'il y ait de transparence sur leur intentions.

Mr Anziani a précisé que le système d'aides/subventions était très réglementé par l'Etat mais aussi par des lois européennes. Le fait est que les collectivités locales ne décident pas de tout. Il rappelle que toute aide est conditionnée. Il s'est engagé à voir avec les élus de la Région pour vérifier la question du plan de formation car il s'agit d'un domaine de compétence de la Région. Il reconnaît aussi qu'il y a beaucoup d'opacité dans la politique de First/Ford.

Nous avons demandé aussi à pouvoir intervenir dans les meetings PS de la campagne électorale pour faire entendre les inquiétudes des salariés de l'usine Ford, pour que le problème de la défense des emplois soit discuté. Il a répondu qu'il était favorable mais que cela devait se discuter avec ses collègues.

La CGT-First/Ford, le 22 janvier 2010

COMPTE-RENDU DES DEUX RÉUNIONS DE NÉGOCIATION SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Première réunion :

Pour cette première réunion, la direction nous a fait la lecture de l'accord national. Celui-ci prévoit l'obligation de négocier sur le stress au travail d'ici au premier février 2010 dans les entreprises de plus de 1000 salariés, ce qui est encore notre cas. Si un accord ne peut être conclu entre l'entreprise et les organisations syndicales, la direction pourra engager un plan d'action comme elle n'a pas hésité à le faire après l'échec des discussions sur les seniors. Ça promet ! De plus, la seule sanction prévue pour les entreprises qui n'auraient pas satisfaites à ces obligations est d'avoir leurs noms rendus public sur le site internet du ministère du travail...

La CGT a demandé la participation des membres du CHSCT lors de ces négociations, puisque les risques psychosociaux sont de leurs prérogatives dans l'entreprise et leur expérience au quotidien serait bien utile aux délégués syndicaux. Refus catégorique de la direction. Ça commence bien. Ce qui ne l'empêche pas elle, d'inviter tous ses représentants en CHSCT. Deux poids, deux mesures.

Deuxième réunion :

En début de réunion, La direction énumère des situations de stress bien choisies, puisqu'à chaque fois, elles ne viennent pas de l'entreprise mais de l'extérieur. Rappelons que l'intitulé des négociations traite du stress au travail. Seul exemple ciblé sur le lieu de travail : « des tracts peuvent créer du stress ». On apprendra par la direction que « la santé physique et mentale des salariés pèsent sur l'entreprise », nous aurions décrit l'inverse.

Ensuite, nous avons assisté à la diffusion d'une vidéo provenant de l'ARACT, Association Régionale pour l'amélioration des Conditions de Travail, un organisme

paritaire géré par les partenaires sociaux. On y voit ce que nous avons déjà pu lire dans différents écrits d'experts, de psychologues ou d'inspecteurs du travail. Les causes de stress au travail sont multiples : le management, la gestion humaine, les possibilités d'évolution, la désorganisation du travail, l'avenir incertain de l'entreprise, etc...

Pour continuer, la direction nous a présenté trois séries de diapositives, relatant trois études internes faites par des étudiantes. Evidemment, rien de bien négatif en ressort. Pourtant, la première datant de 2003/2004 sur l'effet du travail en 2x8, 3x8 et nuit aurait pu, sachant que dans ces conditions, les salariés perdent 7 à 9 ans d'espérance de vie. La deuxième aussi, datant de 2004/2005 sachant que déjà à l'époque, l'incertitude régnait et à raison, puisqu'un PSE aura lieu l'année suivante. Et la dernière encore plus, puisque datant de 2007/2008, en pleine mobilisation des salariés pour la défense des emplois !

En général, les directions d'entreprises déploient des trésors de créativité pour ne pas changer l'organisation du travail. Ils adorent passer de longues séances sur la mise en place d'indicateur. Mais pour la CGT, les études internes n'ont pas vraiment de valeur. Il est toujours compliqué pour un salarié de répondre à un interrogatoire par manque de confiance ou simplement par réserve.

Pour la direction, si les salariés sont stressés, c'est du à des phénomènes extérieurs. Pour nous, c'est très réducteur. Nous ne nions pas que l'extérieur s'ajoute au stress au travail, mais nous affirmons que le stress dans l'entreprise existe bel et bien, et nous considérons qu'avec la situation actuelle, il s'amplifie. En fait, nous avons un problème de vision d'ensemble avec la direction. Pourtant, il ne s'agit pas de trouver qui est coupable et qui est victime, mais d'avoir de vraies propositions constructives qui amélioreront la vie de chacun dans l'entreprise.

Il faut donc se mettre au travail et évaluer les risques psychosociaux pour chaque îlot, dans chaque secteur, dans chaque zone de l'entreprise, dans les bureaux, dans l'encadrement, etc... Il faut observer et entendre les difficultés exprimées par les salariés, les analyser et établir des diagnostics adéquats. Pour cela, il faudra mettre en place un groupe de travail qui se réunira régulièrement et traitera chaque cas, faisant le bilan de l'avancement des améliorations passées ainsi qu'un bilan des nouvelles situations de stress détectées. Il faut une étude externe, avec un cabinet indépendant de la direction, dans lequel les salariés pourraient avoir toute confiance. Nous pensons aussi que l'encadrement doit suivre une formation spécifique sur la gestion des risques psychosociaux, surtout pas dans le but de tirer toujours plus de productivité des salariés mais d'améliorer leur bien être.

La CGT-First/Ford le 20 janvier 2010

Compte-rendu du CE extraordinaire du vendredi 15 janvier 2010

Droit d'alerte

Cette réunion extraordinaire à la demande des élus CE avait pour ordre du jour le vote du droit d'alerte.

Depuis la reprise par HZ, aucun des projets n'avance et d'ailleurs pour aucun d'entre eux un contrat est signé à ce jour. Après plusieurs réunions, tous les syndicats ont enfin compris qu'il fallait mettre en place une procédure de droit d'alerte que le syndicat CGT revendique depuis plusieurs mois.

Le droit d'alerte a été voté à l'unanimité 8 voix pour 0 contre. Le syndicat des cadres a voté comme les syndicats ouvriers, ce qui prouve que le mécontentement touche aussi une bonne partie de la maîtrise.

Un deuxième vote a eu lieu pour désigner le cabinet d'expert. Le cabinet SECAFI a été choisi pour assister les élus du comité d'entreprise avec 6 voix pour et 2 contre. SECAFI était le cabinet qui avait déjà traité le premier droit d'alerte du temps de Ford. Il est aussi le cabinet qui travaille avec les élus CE de SAFE, l'autre entreprise sous la coupe de HZ Holding France. C'est donc en toute logique que le choix des élus CE se soit porté sur lui.

Les élus CE ont remis 5 pages de questions au PDG pour motiver le droit d'alerte et dont nous voulons que la direction nous y réponde.

Le droit d'alerte est destiné à obtenir un audit sur le montage juridique et financier de la reprise de Ford Aquitaine Industrie par First Aquitaine Industrie

financier de la reprise de Ford Aquitaine Industrie par First Aquitaine Industrie sous la coupe de HZ. Il servira à nous éclairer sur la véracité des projets et de la réelle intention du repreneur.

La direction a confirmé qu'il n'y aurait pas de chômage partiel pour 2010 car le plan de formation et la petite augmentation de la S pourraient suffire.

Projet atlas

La direction dit qu'il faut (toujours et encore) attendre. Les médiateurs et les cabinets seraient en train de finaliser les dossiers pour les présenter dans une quinzaine de jours lors d'une réunion à Bercy. L'annonce de l'acceptation ou refus du prêt auprès des banques devrait être connu dans cette période selon la direction.

Le PDG confirme que le bâtiment pour l'usinage des grandes couronnes devrait être annulé. L'usinage se fera à l'intérieur de l'usine dans l'espace prévu initialement pour les projets 3a et 3b qui ont été perdus.

Projet boites à vitesses pour le marché chinois

Comme depuis quelques mois et la dernière réunion, toujours les 2 constructeurs chinois qui seraient tout prêt de signer. Le PDG a affirmé être très optimiste sur le sujet, comme d'habitude.

Projet composants automobile

Toujours du retard sur tous les projets composants automobile. La direction nous dit qu'elle a contacté HAY et il lui a été répondu que si les projets prévus se font, ils ne pourront se faire qu'ici. Ça ne rassure en rien car toujours pas de contrat signés et les projets 3 a et 3b perdus.

Conclusion

Depuis l'annonce de la reprise le 2 février 2009, bientôt un an, aucun des projets ne se met en place et aucun contrat n'est signé. Tout est en retard !

Aucune info sur les projets qui puisse nous rassurer, bien au contraire, surtout en nous disant déjà que nous n'aurions pas accès aux résultats de l'audit fait par les cabinets mandatés par First et l'Etat. Et ce n'est pas des soi-disant plans B qu'elle aurait sous le coude qui vont nous rassurer surtout qu'elle refuse de nous en dire plus sur le sujet. Malgré la situation, après la réunion, le PDG affirme sur France 3 que « les négociations techniques et commerciales avancent correctement ». (la vidéo ci-dessous). Un an, toujours rien et il trouve que ça avance correctement ! C'est se moquer du monde.

Il faut que le comité de suivi que nous demandons depuis longtemps soit mis en place avec la participation des directions de First, Hay, Ford, les organisations syndicales, les pouvoirs publics, le préfet, l'état et le comité de soutien.

Nous n'avons plus le temps d'attendre, il nous faut prendre en main notre avenir rapidement et nous mobiliser afin de responsabiliser tous les acteurs concernés, parmi eux Ford qui seul a choisi le repreneur HZ, il doit rester engagé tant que le site et les emplois ne seront pas pérennisés.

Sauvons nos emplois !

La CGT-First/Ford le 15 janvier 2010

Les journaux télévisés du 15 janvier 2010 :






Le 12-13



Le 19-20



Le 15 janvier 2010 :

-  ---> Rousset veut un « changement de braquet »
-  ---> Ford, le retour des politiques
-  ---> First : la région tape du poing !
-  ---> Inquiétude des salariés de FAI (ex-Ford)
-  ---> Les syndicats de FAI (ex-Ford) enclenchent le droit d'alerte

Compte-rendu de la rencontre avec Mr Rousset président de région (jeudi 14 janvier, à l'Hôtel de Région)

Présents :

Mr Rousset et quelques collaborateurs, un collaborateur de Mr Feltesse, 2ADI, les syndicats de First-Ford (CFTC-UNSA-CFDT-CGC et CGT), Secafi (le cabinet d'expertise qui aide les syndicats)

Discussion :

Le secrétaire du CE a introduit la réunion en faisant le point sur la situation de l'usine (retard des projets, rien de concret pour les mois qui viennent, inquiétudes ...). Il rappelle que la majorité des syndicats avaient émis des réserves au moment de la reprise et que toutes ces réserves se sont vérifiées justifiées par la suite. Il a eu un discours très critique sur la direction et sa politique.

Mr Rousset explique sa vision des choses, il dit que ça avance un peu mais lentement. C'est normal car c'est la crise et les choses sont compliquées. Il doit rencontrer prochainement les banques. Il parle de sa volonté de mettre en place un comité de pilotage si la ministre Lagarde ne le fait pas dans les jours qui viennent.

Mr Pasmart (2ADI) fait lui aussi le point. Il raconte que les banques font des études sur l'éolien pour vérifier si le marché est porteur. Les banquiers vont donner leur avis bientôt mais cherchent à savoir s'ils ont la possibilité de faire des affaires. En fait les banques semblent vouloir des garanties sur le projet des éoliennes mais aussi sur tous les autres. Globalement, les retards ont plusieurs raisons. Pour le marché chinois, on serait sur la dernière ligne droite. Le projet le plus avancé reste celui sur les éoliennes, le projet de 2ième bâtiment pour les éoliennes est abandonné car l'usinage des grandes couronnes devrait se faire dans l'usine, etc, etc ... En fait 2ADI ne nous apprend rien et reprend le même discours en boucle à chaque fois que nous nous rencontrons.

La CFTC est intervenue pour dire qu'il faut arrêter « d'écouter les sirènes de la direction et de se faire charmer par elles ». Il ne faut pas oublier que Ford est derrière tout ça. Il faut faire quelque chose aujourd'hui. Elle pense qu'on tourne en rond. Là encore, un ton très critique sur la façon où les choses se déroulent.

La CGT intervient pour dénoncer à la fois les mensonges de la direction. Rappelle qu'elle avait refusé de donner un avis favorable à la reprise le 31 mars parce que déjà elle considérait que les projets étaient flous, qu'il y avait trop peu d'information. Que cela ressemblait à une opération de bluff. Mais le problème c'est aussi le fait que les pouvoirs publics semblent s'être fait trop facilement embobinés par Ford. En ce qui concerne le plan de formation, il semble que cela soit seulement

un moyen d'éviter le chômage partiel et d'occuper le personnel jugé en sureffectif. Les départs en formation se font n'importe comment et tout cela ne ressemble en rien à un souci d'assurer l'avenir du site. Il est aberrant dans ces conditions que de l'argent public soit distribué de cette manière. Enfin, d'après la CGT, les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités, chose qu'ils auraient du faire bien avant. Il faut créer maintenant le comité de suivi » qui permettrait de marquer le coup, de faire un électrochoc. Les choses doivent changer avant qu'il ne soit trop tard.

Mr Rousset répond qu'il faut effectivement remettre la pression sur le gouvernement et sur Ford. Il faut qu'on « change de braquet ». On ne peut continuer ainsi. On peut convoquer d'ici 15 jours un comité de suivi. Il y a bientôt des élections et c'est peut être le bon moment pour agir. Le comité de suivi ne règlera pas tout mais il faut une confrontation. « Ford ne doit pas nous lâcher les baskets », il faut trouver les moyens d'agir. Il propose d'envoyer un courrier au gouvernement et un autre à Ford pour dire aux uns et aux autres que la situation ne peut pas durer. Le gouvernement a le pouvoir de bouger les banques, surtout après les avoir autant aidées l'année dernière. S'ils ne font rien c'est que le dossier n'est pas bon. » Nous n'avons pas assez mis la pression sur Ford. Il propose que ces courriers soient signés par lui-même, Mr Feltesse et Mr Juppé, s'il le souhaite.

La CGT rappelle que le comité de suivi doit impliquer l'ensemble des organisations syndicales et surtout ne pas refaire un truc du genre du comité de pilotage avec un seul représentant des salariés. Elle précise aussi que Mme Got qui vient de recevoir une délégation CGT une heure auparavant, propose de faire une table ronde avec tous les acteurs du dossier. Il est donc important que tous les efforts se coordonnent.

Les syndicats sont favorables avec la proposition de Mr Rousset.

La réunion se finit sur 2ADI qui fait le point sur les autres projets avec les entreprises First Solar (400 emplois) et EADS Astrium (350 emplois).

La délégation CGT-Ford/First, le 15 janvier 2010

Pour rappel : La position de la CGT-Ford sur le projet de reprise de FAI par la Holding HZ le 31 mars 2009 : [Téléchargez la en cliquant ici](#)

Compte-rendu de la réunion avec La Députée Pascale Got

Faisant suite à une demande de rendez-vous avec Madame Pascale Got, la CGT-First/Ford a été reçue par La Députée à son cabinet parlementaire le jeudi 14 janvier 2010.

Nous lui avons fait un bilan de la situation depuis notre dernière entrevue et force est de constater que nous ne nous étions pas trompés dans ce que nous lui disions à l'époque puisqu'il s'agissait malheureusement cette fois-ci de lui redire les mêmes choses, tout en ajoutant que la situation avait empiré depuis, avec la perte de certains projets, les retards accumulés et le temps jouant contre nous.

Après notre dernière entrevue, Madame Got avait d'ailleurs fait une audition filmée assez intéressante le 21 juillet 2009, auprès de la Ministre Madame Lagarde, dont nous avons vu la vidéo. Elle y décrivait la situation de First et réclamait de notre part **la création d'un comité de suivi** intégrant les représentants des salariés. Nous vous proposons de la visionner en cliquant sur le lien suivant :

[Audition de Madame Lagarde le 21 juillet 2009](#)

Madame Pascale GOT nous dit regretter que le discours de la direction de First ces derniers temps soit bien plus optimiste devant les élus régionaux que ce que la

presse écrit . Elle regrette aussi de ne pas obtenir d'informations ni de la direction de First, ni de la Ministre Lagarde, ni du préfet. En outre, elle a essayé d'avoir le préfet par téléphone aujourd'hui (vendredi 15 janvier) pour avoir le rendu du travail du médiateur mais sans succès.

Au sujet des financements publics, Madame la Députée nous a affirmé qu'ils étaient conditionnés au maintien de l'emploi sur trois ans par un accord écrit mais on ne peut pas y avoir accès. Mais si il n'y a pas de projet, il n'y aura pas de financement. Un point rassurant pour nos impôts mais pas pour nos emplois malheureusement.

Nous avons demandé à Madame la Députée d'avoir la possibilité d'obtenir une tribune libre lors des meetings du PS pendant la campagne électorale des régionales pour pouvoir nous exprimer sur la situation que nous traversons actuellement. Même si cela semble peu courtois, nous nous sommes autorisés à lui signaler qu'il serait plus agréable pour tout le monde d'y être invités plutôt que de nous y inviter nous-mêmes, poussés par l'urgence de notre situation.

En conclusion, Madame La Députée Pascale Got a l'attention de prendre le dossier en main afin de nous aider à obtenir des réponses rapidement :

- Madame Got s'engage à refaire une audition auprès de Madame Lagarde et à nous transmettre la vidéo dès que ça sera fait. Cette intervention devrait avoir lieu dès la semaine prochaine, le mercredi 20 janvier, comme l'indique son agenda sur son site internet :

Commission des affaires économiques : audition de Christine Lagarde, ministre de l'économie.

- Madame Got nous a aussi proposé de saisir la direction de First, le Préfet, les élus, etc... Pour organiser une table ronde avec toutes les organisations syndicales. Ce serait le premier pas vers la création d'un comité de suivi.

Le 14 janvier 2010 :



---> Inquiétudes de l'intersyndicale de FAI, ex-Ford, en Gironde

INFO : A lire, nos courriers de soutiens envoyés aux "Philips EGP Dreux" le 13 janvier 2010 et aux "Conti" de clairoix" le 12 janvier 2010 en cliquant sur ce lien :

"Soutien aux salariés en lutte de Philips Dreux" et "Solidarité avec les camarades de Continental"

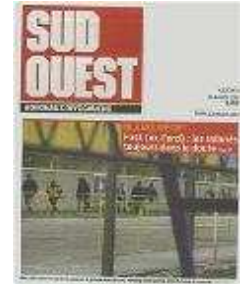
Le 13 janvier 2010 :



---> Les ex-Ford moroses pour 2010 La députée Got écrit à Lagarde



SUD OUEST.com ---> Les ex-Ford moroses pour 2010 La députée Got écrit à Lagarde



Cliquez sur l'image pour la voir en grand --->



---> Journal du 12 janvier 2010

Courrier de Madame la députée Pascale GOT à l'attention de Mme Lagarde

Suite à nos demandes répétées et à l'intervention du Comité de Soutien et de Sauvegarde de l'Emploi du site FAI, la députée Pascale GOT a écrit un courrier à l'attention de Mme LAGARDE, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, pour lui demander d'intervenir en notre faveur dans notre volonté de créer un comité de suivi.

Par ailleurs, nous rencontrerons Madame la députée Pascale GOT demain (jeudi 14 janvier 2010) pour nous entretenir avec elle quant à la situation actuelle de l'usine et l'alerterons des risques à venir en terme d'emploi. Beaucoup de sujets seront abordés à cette occasion et nous tiendrons informés les salariés suite à cette réunion.

Nous rencontrerons aussi M ROUSSET, Président du Conseil Régional, demain. En effet, il souhaite nous rencontrer ainsi que les autres organisations syndicales du site. Nous aurons aussi avec lui beaucoup de sujets à aborder sur les mêmes thèmes évidemment. Et là aussi, nous tiendrons informés les salariés.

Voici le courrier écrit par la députée :



LAGARDE

Madame

Ministre de l'économie de
l'industrie et de l'emploi
139 rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

75572 Paris Cedex 12

Le 12 janvier 2010

Madame le Ministre,

J'ai été saisie par le Comité de Soutien et de Sauvegarde de l'Emploi du site FAI de Blanquefort (regroupant les salariés de l'ancienne usine Ford) d'une demande récurrente de leur part, qui porte sur la création d'un comité de suivi concernant l'avenir du site industriel.

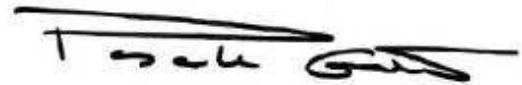
Ces salariés font en particulier référence à un engagement qui aurait été pris de constituer un tel comité dans lequel les partenaires sociaux seraient représentés.

Ce comité se composerait des représentants de First Aquitaine Industrie, de Ford Europe, de l'Etat, des Collectivités locales et des salariés. Il permettrait un suivi et une meilleure information sur les conditions de reprise du site automobile.

Cette demande me paraît d'autant plus légitime que certaines informations contradictoires, susceptibles d'inquiéter les salariés, ont tendance à se développer ces derniers temps. Il est impératif de ne pas juguler les efforts collectifs consentis sur ce dossier et de garder une saine transparence sur son évolution.

Aussi je vous remercie de bien vouloir me tenir informée des suites que vous donnerez à cette demande.

Je vous prie de croire, Madame le Ministre, à l'expression de mes salutations respectueuses.



Pascale GOT
Députée de Gironde

Pascale GOT
Bureau parlementaire
BP 30
33320 Eysines

Le 12 janvier 2010 :

SUD OUEST.com ---> Droit d'alerte chez First

Courrier de la FTM-CGT à Mme Lagarde

Suite à une rencontre avec le secrétaire de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT, celui-ci s'est proposé d'envoyer un courrier à la Ministre Mme LAGARDE, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, au sujet de la rencontre prévue à Bercy avec les dirigeants de FAI afin de la sensibiliser sur nos inquiétudes quant à l'avenir de l'emploi sur le site et nos doutes sur la tenue des promesses faites lors de la reprise du site. Le voici :

Le 06 Janvier 2010

Le 06 Janvier 2010



Madame le Ministre
Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
Cabinet des Ministres
139 rue de Bercy
Paris 12ème

Objet : Situation de First Aquitaine Industries et GETRAG Ford Transmissions.

Madame le Ministre,

Nous venons d'apprendre qu'une rencontre est prévue courant janvier à BERCY notamment pour présenter le projet ATLAS prévu sur le site de BLANQUEFORT.

Même si nous pouvons nous féliciter d'un tel projet, pour autant, cette nouvelle page cruciale qui s'ouvre est encore loin de nous rassurer. Les nombreuses réserves émises lors de plusieurs réunions montrent que l'ensemble des organisations syndicales restent très septiques face à ce projet. Il manque encore beaucoup de réponses aux questions que se posent les salariés quant à la viabilité de l'ensemble des projets prévus sur le site de FAI étant censés sauver les 1617 emplois.

Alors que la direction s'était engagée à nous tenir régulièrement informés, aucun détail sur l'avancement des différents projets n'a été donné. Le comportement de notre direction ces dernières années, essayant de nous masquer le désengagement de Ford et l'opacité dans laquelle s'est déroulé le processus de reprise nous laissent présager des vagues de suppressions d'emplois dans les mois à venir.

La transmission « S » que nous fabriquons à hauteur de 700 pièces par jour destinée pour le véhicule Explorer est en fin de vie et la production devrait s'arrêter à la fin 2010.

La boîte de vitesse fabriquée pour la Mustang est aussi en fin de vie dès la fin du trimestre de cette année, le projet de traitement thermique des pièces dans notre entreprise est annulé, le projet de boîte de vitesse du constructeur DAIMLER également et l'ensemble des autres projets prennent tous un retard inquiétant dépassant les un an.

Sur GFT, l'unique boîte de vitesse faite produite à hauteur de 2700 / jour est, elle aussi, en fin de vie. Comment garantir un avenir industriel avec cet unique produit ? Qu'advient-il de FAI lorsque Ford coupera le cordon ombilical fin 2011 ?

C'est face à toutes ces inquiétudes et aussi parce que les contribuables participent à hauteur de 15 % de l'investissement (30 millions d'€) et parce que nous sommes directement concernés, que nous vous sollicitons pour une participation de notre organisation syndicale à la rencontre prévue en janvier dans vos locaux.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, recevez nos salutations distinguées.

Pour la FTM-CGT
Michel DUCRET

Pour La Cgt Ford
Le secrétaire

POUR L'ANNÉE 2010 : REFUSONS DE SUBIR LE MOINDRE REcul DÉFENDONS NOS EMPLOIS ET NOS VIES

La nouvelle année commence sans que nous ayons une seule information qui pourrait nous rassurer pour les mois qui viennent. Nous avons repris le travail ce lundi 4 janvier sans un mot de la direction. Ah si, nous savons au moins une chose : à la fin du mois, un nouveau polo nous sera remis et grande nouvelle, ce polo aura bien le logo « first ». C'est sans doute la manière qu'ont trouvé les dirigeants pour nous souhaiter une bonne année et surtout bonne chance pour la suite !

Mais que pouvons-nous penser vraiment de la situation ? Que la direction nous a bluffé depuis un an ? Qu'elle est en train de rater ses projets ? Ou bien que tout va rebondir et que ça va finir par se concrétiser ? En clair, devons-nous considérer que tout est perdu ou avons-nous des raisons de croire encore dans l'avenir du site et de nos emplois ?

Encore une fois, un bilan peu reluisant

Le moins que l'on puisse dire est que la situation semble plutôt mal partie. Depuis des mois, quand nous faisons le bilan, nous constatons à chaque fois la même chose : rien ne semble progresser. Et si aujourd'hui nous essayons de faire un état des lieux en fonction des informations de ces dernières semaines, il n'y a, à ce jour, strictement rien d'acquis ! Refaisons donc un tour rapide :

Parmi les projets apportés par HZ et Hay, nous savons que deux sont déjà perdus et un autre en partie annulé. Même le projet présenté depuis le début comme le pilier de la reprise, celui concernant la production des couronnes pour éoliennes, a pris un retard important. Les bâtiments prévus n'ont toujours pas vu le jour et les banques refusent toujours d'accorder leur confiance et... Leurs prêts financiers. Rien de bien rassurant.

Du côté des marchés émergents, les nouvelles ne sont pas meilleures. Depuis plusieurs mois, des contrats sont censés être en vue de finalisation avec des clients chinois. Il s'agirait de 10 000 transmissions voire de 40 000 supplémentaires. Ce qui de toute façon reste très loin des 200 000 nécessaires pour permettre le maintien des effectifs.

Au bout du compte, nous voyons très mal aujourd'hui comment la production peut être suffisante pour garantir du travail pour nous tous. Y compris pour les mois qui viennent.

2010 : année transitoire ou celle de tous les dangers ?

La direction nous a promis en fin d'année dernière qu'en 2010 il n'y aura ni plan de licenciements, ni mesure de chômage partiel. Il faut dire qu'elle a pour l'instant des moyens plus insidieux pour faire face aux volumes en baisse.

Tout d'abord, il y a ce fameux plan de formation financé largement par les pouvoirs publics. Un plan qui ressemble plus à un plan pour occuper les salariés considérés « en trop » plutôt qu'à un souci de former réellement le personnel en vue d'assurer le futur de l'usine. La direction ne respecte même pas sa promesse de rendre public, à l'avance, le détail de toutes les formations. Les formations se répartissent souvent au dernier moment, un peu au hasard et au petit bonheur la chance. Des contremaîtres cherchent parfois désespérément des volontaires et refilent des formations disant « on a l'argent, alors il faut l'utiliser ».

L'autre moyen, c'est tout simplement de pousser des collègues vers la sortie. Elle compte sur l'écœurement ou sur le désespoir qui incitent certains d'entre nous à démissionner. Et comme cela ne suffit pas, elle

certains d'entre nous à démissionner. Et comme cela ne suffit pas, elle convoque des « anciens » usés physiquement et les poussent à accepter un licenciement pour « inaptitude à tout poste de travail ». Un plan « social » dans la discrétion !

Ne laissons pas faire la direction

La direction semble aujourd'hui dans l'incapacité totale d'assurer du travail pour tous contrairement à ses engagements. Mais il n'y a pas que cet aspect qui est inquiétant. Il y a en plus, la manière dont les choses peuvent se passer.

La direction va chercher à limiter les coûts au maximum : le passage en 1x8 est programmé. Mais pour quand et combien de salariés seront concernés ? Et puis, il y a l'externalisation de certains services qui se prépare en douce. Là encore, rien n'est clair ! Quels services exactement et combien de salariés ? Comme pour tout, la direction mène sa politique sans aucune transparence et se débrouille pour nous mettre à chaque fois devant le fait accompli.

Quelles que soient les intentions de la direction, cela ne sera pas de bonnes choses. Et nous avons tout intérêt à nous opposer aux mauvais coups qu'elle prépare. Nous n'avons pas à subir ni des baisses de salaires, ni des remises en question de nos conditions de travail et nous n'avons aucune raison d'accepter la perspective de chômage ou de suppressions d'emplois.

Et surtout, nous n'avons pas à attendre que les attaques se précisent. Nous devons éviter de nous retrouver au pied du mur. C'est pour cela que dès maintenant, nous devons envisager une riposte. La question de la mobilisation se repose à nouveau.

Nos perspectives : remettre la pression et ne rien lâcher

L'année 2009 a été marquée par la reprise et les déclarations triomphales des dirigeants de Ford/HZ, du gouvernement, des élus locaux, tout cela bien relayé par les médias. Une année qui s'est traduite par l'arrêt logique de la mobilisation devant les promesses de sauvetage de l'usine, des emplois et des conditions sociales.

Un an après, la situation est complètement différente. En fait, les craintes que nous avons depuis l'annonce officielle de la reprise n'ont fait que se renforcer au fil des mois. Le 31 mars, la CGT-Ford avait d'ailleurs refusé de donner un avis favorable à la reprise tant le flou et les doutes subsistaient sur l'ensemble du projet.

Dans notre déclaration de 4 pages, nous écrivions notamment : « *Nous craignons que cette reprise soit un moyen pour Ford de partir la tête haute et qu'en réalité la fin du site soit laissée au repreneur, sous-traitant ainsi la fermeture par étapes ... Nous sommes sceptiques sur la réalité de la sauvegarde de tous les emplois. Ford affirme qu'ils sont tous sauvés mais cela est loin de nous apparaître comme acquis ... Nous considérons que cette reprise est le résultat de la lutte des salariés, des comités de soutien, des habitants et des élus qui ont participé à empêcher une catastrophe sociale. Nous considérons aussi que cette bataille pour l'emploi n'est pas finie, que c'est une bataille de tous les jours* ».

Aujourd'hui, nous ne changeons pas un seul mot de ce que nous avons écrit il y a 9 mois.

Il ne s'agit surtout pas de tomber dans la résignation et le fatalisme. Pendant deux ans, nous nous sommes mobilisés pour la défense de nos emplois et nous avons au moins réussi à repousser les échéances. Il faut à nouveau faire entendre notre voix et dénoncer publiquement les dangers qui nous menacent.

Il nous faut lancer un nouveau droit d'alerte rapidement (c'est ce que nous discutons avec nos camarades de la CFTC), ce que la CGT réclamait depuis 6 mois. Il nous faut tirer à nouveau la sonnette d'alarme auprès du gouvernement et des élus. Les subventions données par les pouvoirs publics doivent permettre de contrôler les patrons de manière à leur imposer de respecter leurs engagements faits au moment de la reprise. Il est hors de question d'attendre encore. Des mesures d'urgence doivent être prises. La pression doit être mise à nouveau sur Ford et sur le fantôme HZ.

Ces derniers mois montrent que la crise ne concerne que les salariés victimes des licenciements et des fermetures d'usines. Du côté des constructeurs automobiles y compris américains (Ford comme GM) les affaires vont étonnamment bien. Nous sommes loin des discours

larmoyant de l'année dernière, les ventes progressent et les profits sont là !

Nous avons toutes les raisons de refuser les chantages de la direction et les reculs sociaux. Au contraire, nous avons la légitimité complète pour défendre nos emplois et nos vies !

La CGT First /Ford le 12 janvier 2010



*Les militants de la **CGT-First/Ford**
vous souhaitent leurs meilleurs voeux pour cette année
2010 !!!*

Emploi des seniors :

Un coup d'épée dans l'eau

Les employeurs échappent à la pénalité de 1% de la masse salariale au premier janvier 2010 et surtout à leurs responsabilités et à leurs devoirs vis-à-vis des salarié(e)s seniors.

A l'en croire, le gouvernement aurait réglé la question des seniors par l'instauration de sanctions financières des entreprises qui n'auraient pas signé d'accord senior ou mis en place un plan d'action en faveur des seniors au 1er janvier 2010. C'est méconnaître le contenu de ces accords et plans d'action.

D'une part les entreprises de moins de 50 salariés sont exemptées de cette mesure. En outre, les plus de 50 et moins de 300 ont obtenu un report de celle-ci de trois mois.

Pour les autres entreprises et pour les branches, la négociation a surtout consisté, selon les dires des DRH et des fédérations patronales, à éviter coûte que coûte la pénalité des 1% au premier janvier.

Les accords n'étant pas contraignants, les entreprises pourront continuer d'exclure les seniors à l'âge de 58 ans et 9 mois en moyenne.

Ce n'est pas le contenu des accords qui va changer la vie des plus de 50 ans qui ne trouvent pas d'emploi. D'abord parce que les offres d'emplois sont déficientes dans cette période de crise mais aussi parce que les employeurs, majoritairement, ne veulent pas les embaucher.

Parallèlement, de nombreux salariés attendent un dispositif de reconnaissance de la pénibilité parce qu'ils sont usés prématurément en raison de leurs mauvaises conditions de travail. Leur espérance de vie est inférieure de 7 ans aux autres salariés. Or, rien n'est prévu dans les accords de branche ni d'entreprise pour leur permettre une sortie d'activité anticipée.

Il faut contraindre les entreprises à assurer l'emploi des salariés jusqu'à ce qu'ils aient fait le choix de partir en retraite, faire cesser l'exclusion des plus de 50 ans du marché du travail. Pour cela, il faut pénaliser fortement les entreprises qui

licencient les seniors et obtenir un dispositif de reconnaissance de la pénibilité pour les salariés usés prématurément et dont l'espérance de vie est réduite.

La CGT, Montreuil, le 31 décembre 2009

Enfin les vacances de Noël !!!



Et pour fêter ça :

Voici 3 photos de la dernière
distribution de **tracts** de l'année



***La CGT vous souhaite
de bonnes fêtes à tous !!!***





2010 : L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS SURTOUT NE LAISSONS PAS FAIRE !

La réunion CE de ce lundi ne peut que renforcer nos inquiétudes. La direction fait visiblement beaucoup d'efforts pour garder le cap de la confiance : « Nous restons résolument optimistes » affirme t'elle. Mais aucune information ne permet d'entrevoir des perspectives claires.

Lors de l'annonce de la reprise, le calendrier prévoyait d'être actuellement dans la situation de la construction des bâtiments du projet Atlas qui aurait dû être bien avancé, les machines du projet composants automobile aurait dû être en place, le projet TTH traitant une centaine de nouvelles pièces, des contrats de boîtes à vitesses pour la Chine auraient dû être signés

vitesse pour la Chine auraient dû être signés.

À quelques jours de la fin de l'année, qu'en est-il vraiment ?

Le projet Atlas

C'est celui qui avait servi de vitrine médiatique lors de la reprise et qui semblait le plus fiable, est loin aujourd'hui de tenir ses promesses. Il prend beaucoup de retard. Il y a toujours l'attente du financement par les banques. Celles-ci n'ont pas confiance dans les projets de First Aquitaine industries et ignorent qui se trouve derrière le nom de HZ. Une médiation est en cours entre l'État, les banques et les directions Ford/HZ.

La direction compte maintenant sur l'étude d'un cabinet de renom qu'elle a mandaté et sur celle d'un cabinet mandaté par l'État pour réussir à convaincre les banques. Les cabinets devraient rendre leur conclusion courant janvier, la direction nous a dit que les syndicats n'y auront pas accès pour cause de confidentialité, ce n'est pas vraiment rassurant. On se demande bien ce que les cabinets vont bien pouvoir trouver de nouveau pour convaincre les banques. Actuellement aucune date n'est prévue pour une nouvelle rencontre entre tous ces gens-là.

Ce qui est certain aujourd'hui sur ce projet, c'est que la construction du bâtiment ne commencera pas avant avril 2010... C'est plus de 6 mois de retard par rapport à ce qui était prévu au départ (octobre 2009). Autre fait important, par souci d'économie, c'est l'annulation de la construction du bâtiment prévu pour l'usinage des grandes couronnes. L'installation des machines d'usinage se fera donc dans l'atelier existant et prendrait l'espace initialement prévu pour les projets perdus 3a et 3b.

Tout ce changement provoque un important retard du projet et avec des problèmes pour la direction. La livraison des premières grandes couronnes ne pourra se faire dans les temps comme prévu. Pour faire face à la situation, la direction prévoit d'acheter des grandes couronnes en brut à un concurrent.

Celles-ci seraient usinées chez First avant d'être livrées au client.

C'est une situation insolite que de faire appel à un futur concurrent pour pouvoir tenir l'objectif de livraison. Là dessus, la direction répond « ce n'est pas la guerre comme vous pouvez le penser ». Pourtant, son discours habituel est basé sur la dure loi du marché et la compétitivité avec les concurrents. C'est plutôt contradictoire.

Projets TTH et composants automobiles

C'est toujours pareil, aucune évolution, la direction nous dit que les pièces sont toujours en cours de chiffrage. Aucune nouvelle des clients pour le moment. Si rien ne se passe d'ici au 3ème trimestre 2010, la direction déclare que la situation deviendra critique.

Le projet boîtes à vitesses est toujours en attente de signature de contrat.

La direction va envoyer des offres commerciales à deux clients chinois. Une offre à celui qui depuis longtemps déjà doit signer sous peu. Une autre offre à celui avec qui First est en concurrence avec ZF (là on dirait que c'est la guerre). Le premier serait pour un volume de 10 000 BV/an avec un début de production fin 2010. Le second pour un volume 30 000 BV/an avec un début de production fin 2011. La décision finale des deux constructeurs chinois est prévue pour mi-janvier.

Continuation des transmissions pour Ford

En ce qui concerne les volumes de production en 2010, la direction prévoit toujours 152 000 BV. La direction dit être optimiste sur le chiffre mais comme elle l'est toujours y compris pour tous les nouveaux projets, on ne peut qu'être méfiant.

L'arrêt de la Mustang aurait lieu fin janvier avec en conséquence un passage en 1x8 deux mois plus tard (prévu fin mars). L'organisation du travail prévue pour 2010 (1x8, formations...) est toujours à l'étude et devrait être présentée en CE avant sa mise en place.

Plan de formation

Au niveau de la formation, des documents nous ont été remis bien après la consultation du CE sur le sujet. Nous aurions aimé en avoir une information plus précise de la direction. Nous avons demandé combien de personnes seraient en formation en 2010 car sur la convention passée entre First et l'État, il y est précisé que 641 salariés doivent être formés. La direction a répondu qu'elle nous donnera le chiffre exact au prochain CE.

le chiffre exact au prochain CE.

Points divers

Lors de la réunion CE du mois de novembre, les élus avaient fait la demande de création d'un comité de groupe HZ France comprenant First Aquitaine Industrie et Safe Ascoforge. La direction dit qu'elle a transmis la demande aux actionnaires qui y répondront.

Le CE a été informé sur le « plan d'action » sur le travail des seniors. La direction ne veut pas entendre parler de départ anticipé pour pénibilité. Elle refuse tout simplement de reconnaître la pénibilité au travail. Elle a parlé de l'échec des « négociations » qui ont abouti à ce plan d'action. qui permet à la direction de faire ce qu'elle veut. Nous lui avons rappelé que sur toutes nos propositions lors des négociations, elle n'en avait retenue aucune.

Une déclaration de la CGT, CFDT, CFTC et UNSA sur les problèmes liés à l'organisation du travail a été lu et mis en annexe au PV. Il s'agissait de dénoncer la dégradation des conditions de travail (mutations ou déplacements au dernier moment, perturbation des formations, difficultés parfois de prendre des congés ...). La direction a dit qu'elle y répondra.

La direction est toujours à l'étude d'une externalisation des services supports avec une réunion prévue sur le sujet auquel participent Suez, GFT, First et Ford. Nous avons rappelé à la direction que nous étions contre les externalisations qui représentent un réel danger pour notre site et pour son avenir (problèmes de sécurité, d'organisation du travail, attaques contre les statuts des salariés, divisions du personnel ...).

En conclusion :

On peut se demander comment la direction va pouvoir faire face à toutes ces situations. Il ne suffit pas de répéter à chaque réunion qu'elle est optimiste pour assurer la concrétisation des projets. Au moment de la reprise, il faut rappeler que la direction affirmait que la fin de l'année était une date butoir. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

A notre avis, la situation est lourde de dangers. Il y a urgence pour prendre des initiatives qui puissent pousser Ford, HZ, l'ensemble des élus et pouvoirs publics à agir concrètement plutôt que de laisser une situation se compliquer de jour en jour.

Il devient nécessaire de lancer un nouveau droit d'alerte en CE de manière à ce que des experts économiques se penchent sur l'usine. Il faut absolument que les pouvoirs publics (l'Etat et le gouvernement, la Préfecture, les responsables de la Région et du Département) mettent en place un Comité de Suivi, impliquant l'ensemble des organisations syndicales.

Il faut savoir que personne n'a de nouvelle du Comité de Pilotage (ministre Lagarde, grands élus, directions) qui devait se réunir en novembre puis en décembre puis rien ... Il n'est pas question de lâcher l'affaire.

L'avenir de l'usine FAI représente un trop grand enjeu dans toute la région pour se risquer à attendre l'hypothétique aboutissement des projets de la direction. C'est dès maintenant que tous les acteurs économiques doivent.

La CGT First /Ford le 16 décembre 2009

Compte-rendu du CE du lundi 14 décembre 2009

Pour les volumes de production en 2010, la direction prévoit toujours 152 000 BV. L'arrêt de la mustang se fera fin janvier avec une prévision de passage en 1x8 fin mars.

Suite à la demande des élus CE de la reconnaissance et la création d'un comité de groupe HZ lors de la réunion CE du mois de novembre, la direction dit qu'elle avait transmis la demande aux actionnaires qui y répondront.

Information au CE sur le plan d'action senior. La direction ne veut pas entendre parler de départ anticipé pour pénibilité.

Une déclaration de la CGT, CFDT, CFTC et UNSA sur les problèmes liés à

l'organisation du travail a été lu. La direction a dit qu'elle y répondra. (La déclaration est affichée à coté de ce compte rendu).

La direction est toujours à l'étude d'une externalisation des services supports avec SUEZ, GFT, FIRST et FORD. Nous avons rappelé à la direction que nous étions contre les externalisations.

Nouveaux projets

Atlas : Ce projet qui paraissait le plus fiable prend encore plus de retard. Il y a toujours l'attente du financement par les banques. La direction compte sur l'étude du cabinet qu'elle a mandatée et sur celle du cabinet mandaté par l'État pour convaincre les banques. Ce qui est sûr c'est que le début de la construction du bâtiment ne commencera pas avant avril 2010... C'est 6 mois de retard par rapport à ce qui était prévu au départ (octobre 2009). Autre fait important, par économie, la construction du bâtiment prévu pour l'usinage des grandes couronnes est quand à lui carrément annulé. L'installation des machines d'usinage se fera dans l'atelier existant et prendra l'espace prévu des projets perdus 3a et 3b . Avec l'important retard du projet, la livraison des premières grandes couronnes ne pourra se faire dans les temps comme prévu. Pour faire face à la situation, la direction prévoit d'acheter des grandes couronnes en brut à un concurrent. Celles-ci seraient usinées à First avant d'être livrées au client. On est bien loin de la fiabilité qu'affichait ce projet.

Boîtes à vitesses : Toujours pas de signature de contrat. La direction va envoyer des offres commerciales à deux clients chinois. Le premier serait pour un volume de 10 000 BV/an avec un début de production fin 2010 . Le second pour un volume 30 000 BV/an avec un début de production fin 2011. Décision finale des deux constructeurs chinois prévue pour mi-janvier. La aussi on nous avait parlé de contrats signés avant la fin de l'année.

Projets TTH et composants automobiles : Toujours pareil, aucune évolution, la direction nous dit que les pièces sont toujours en cours de chiffrage. Aucune nouvelle des clients pour le moment.

En conclusion : En cette fin d'année le bilan de la reprise par HZ c'est le retard des projets, d'autres qui se sont perdus en route et la volonté d'externaliser. La direction était pressé en avril que le CE donne un avis sur la reprise car les projets étaient soi disant urgent et prêt à être mis en place. Au vu de la situation actuelle, nous avons fait le bon choix en ne donnant pas d'avis.

La situation est aujourd'hui à l'urgence, nous devons réagir rapidement car la rentrée 2010 va être une étape décisive pour notre avenir.

La CGT First /Ford le 14 décembre 2009

La France continue à détruire des emplois, et Ford ?

10/12/2009 : La France a continué à détruire des emplois au troisième trimestre 2009, au même rythme qu'au deuxième trimestre selon l'Insee.

Le premier trimestre ayant été calamiteux (-178.700 emplois selon l'Insee), 2009 restera de toute façon dans les annales comme une annus horribilis pour l'emploi, lié au recul de l'activité, le plus fort depuis 1949.

Les pertes d'emploi devraient continuer en 2010 mais leur volume "se réduirait nettement", selon Pôle emploi qui prévoit 102.000 demandeurs d'emploi de plus en catégories A, B, C l'an prochain, après 604.000 en 2009 et 152.000 en 2008.

Nous nous rappelons des déclaration de Christine Lagarde commentant les chiffres du chômage de septembre avec un léger ralentissement à +21600 demandeurs d'emploi : "*les mesures prises par les pouvoirs publics depuis plusieurs mois portent leurs fruits*". Le mois suivant, en octobre, le nombre de demandeurs d'emploi fera plus que doubler et remontera à +52400 demandeurs d'emploi supplémentaires.

Modifié le 10/12/2009 à 10h 00 par CGT Ford - Nouvelle-Aquitaine - 05 47 81 11 11 - 05 47 81 11 11

Madame la ministre Lagarde devrait faire très attention à ses déclarations. Elle avait aussi affirmé en début d'année qu'à l'usine Ford de Blanquefort, *"tous les emplois seront sauvés"*. L'avenir nous le dira, mais pour le moment, elle refuse de rencontrer les partenaires sociaux pour discuter de l'avancement des projets, ou plutôt, du non avancement des promesses !

[A lire sur AFP.fr les chiffres du chômage en France](#)

La justice autorise l'occupation d'une usine

09/12/2009 : La Cour d'appel de Riom a rejeté le recours de la société Frulact contre 29 de ses salariés qui occupent l'usine depuis deux mois.



La justice a donné raison à 29 salariés qui occupent depuis deux mois l'usine Frulact à Saint-Yorre dans l'Allier. La Cour d'appel de Riom, dans le Puy-de-Dôme, a jugé dans un arrêt rendu mardi que l'occupation ne pouvait être considérée comme "illicite" dans la mesure où la société Frulact l'avait "elle-même engendrée".

"La cour d'appel tient compte que le trouble initial est imputable à l'employeur", explique l'avocat des salariés, Jean-Louis Borie, qui salue une décision "rarissime" :

Les salariés de l'usine se relaient depuis deux mois pour empêcher la direction de cette entreprise, qui fabrique des préparations pour yaourt, de faire partir les machines. Ils protestent également contre la fermeture de l'établissement et leur transfert à Apt, dans le Vaucluse, dans une usine appartenant au même groupe. Et demandent qu'on examine à nouveau les projets des éventuels repreneurs, projets qui sont pour l'instant ignorés.

La direction, invoquant le "trouble manifestement illicite" constitué par cette occupation et faisant valoir son droit de propriété, avait réclamé l'expulsion des salariés mais avait été déboutée par le tribunal de grande instance de Cusset, dans l'Allier, le 23 octobre. Dans son arrêt, la Cour d'appel de Riom confirme l'ordonnance du TGI de Cusset, allouant 800 euros à chaque salarié pour frais de justice.

La direction du groupe entend tout de même faire plier les salariés. Il y a dix jours, 22 d'entre eux ont reçu leur lettre de licenciement pour faute grave, avec insubordination, occupation d'usine et séquestration, selon la radio lyonnaise Radioscoop.

[A lire sur Europe1.fr](#)

État de choc et débrayage après le suicide d'un salarié de Visteon

08/12/2009 : L'annonce hier matin du décès d'un salarié de Visteon à Rougegoutte (Territoire de Belfort), qui a mis fin à ses jours dans la nuit de dimanche à lundi, a suscité une émotion telle que des salariés ont spontanément déclenché un mouvement de débrayage.

L'homme était marié et père d'un enfant. Selon Yannick Hoël (CGT) délégué central, le salarié de Visteon Rougegoutte est décédé d'un suicide. Les causes de son décès sont encore à l'étude.

« le malaise chez Visteon Rougegoutte est tel que nous sommes intervenus auprès de la direction générale lors d'une récente réunion du CCE pour tirer la sonnette d'alarme. Depuis deux mois, j'ai eu connaissance d'au moins trois cas de mise à pied conservatoire. J'ai vu ces personnes pleurer et j'ai saisi immédiatement la Médecine du travail. La tension est bien réelle. Elle est liée à une charge de travail exceptionnelle. Il faut faire attention. Je considère qu'il y a danger pour les salariés les plus fragiles ».

Selon Yannick Hoël, de la CGT, le suicide est à rapprocher du climat social de l'usine, caractérisé selon lui par la "dureté des rapports", la "seule focalisation sur les résultats, sans considération pour les conditions de travail".

A lire sur LePays.fr et LeMonde.fr

Le salaire, première cause d'insatisfaction au travail (surprise !)

08/12/2009 : 55 % des salariés se déclarent plutôt insatisfaits de leur salaire en lui attribuant une note inférieure ou égale à 5 sur 10. L'écart entre salaire perçu et salaire jugé « normal » est relativement important : la moitié des salariés l'évaluent à plus de 330 euros mensuels.

A lire sur Insee.fr

Résultats de la Tombola de soutien à la manifestation du 22 octobre 2009, enfin !!!



Le tirage de la tombola a eu lieu le 26 novembre dernier.

Vous trouverez ci-dessous les numéros des tickets gagnants :

- * Le Scooter Sum-up 125 cm3 : ticket n° 020736
- * Le séjour d'une semaine pour 2 en pension complète : ticket n° 023416
- * Le téléviseur LCD : ticket n° 018233
- * 2 week ends "découverte" pour 2 personnes : tickets n° 003206 - 018212
- * 3 invitations pour 2 personnes au spectacle "l'Amusicien d'Uz" à Bordeaux : tickets n° 016505 - 017639 - 003362
- * 5 x3 CD de la Cie Lubat : tickets n° 020004 - 021801 - 012152 - 021780 - 017911
- * 2 repas pour 2 personnes dans un grand restaurant : tickets n° 009045 - 020348
- * 2 cours d'oenologie : tickets n° 002850 - 002529
- * 3 MP4 : tickets n° 005401 - 016996 - 002804
- * 20 tee-shirts Uzeste Musical : tickets n° 002125 - 003003 - 009686 - 000229 - 001952 - 002139 - 004920 - 000482 - 005369 - 028750 - 017929 - 027685 - 001399 - 002764 - 001463 - 006280 - 001185 - 021582 - 017716 - 016846
- * 5 kits manif complets : 015955 - 024225 - 002219 - 015950 - 005222
- * 10 Kway CGT Aquitaine : 002809 - 017982 - 004330 - 000179 - 013576 - 029411 - 002537 - 017719 - 023482 - 002795
- * 10 Tee shirts CGT Aquitaine : 006032 - 027619 - 020707 - 018298 - 015665 -

- * 10 Tee shirts CGT Aquitaine : 006032 - 027619 - 020707 - 018298 - 015665 - 029372 - 015951 - 003321 - 003027 - 000109
- * Cafetière : ticket n° 001979
- * Machine à pain : ticket n° 021629
- * Cafetière Espresso : ticket n° 005022
- * Mini cocottes : ticket n° 000442

Si vous faites partie des heureux gagnants, rapprochez vous d'un de vos militants CGT pour voir les modalités de récupération de votre lot.

PAS D'ACCORD AVEC LA DIRECTION AUCUNE MESURE SÉRIEUSE EN FAVEUR DES SENIORS

Pour satisfaire à ses obligations légales, la direction a organisé des négociations traitant de l'emploi des seniors. En effet, des décrets gouvernementaux de mai 2009 demandent aux entreprises de mettre en œuvre un plan d'action ou de négocier avec les organisations syndicales un accord concernant le maintien dans l'emploi des travailleurs âgés. Faute de quoi l'entreprise serait taxée de 1% de cotisations URSAAF.

L'objectif de ces négociations est évident : faire entériner par les organisations syndicales l'idée qu'il faille travailler plus longtemps et que la retraite à 60 ans, ou avant quand la pénibilité est reconnue, est dépassée.

Le gouvernement et le medef préparent ainsi le terrain au « rendez-vous » du 1^{er} semestre 2010 dont l'objectif est de faire exploser la retraite à 60 ans et de faire travailler jusqu'à 63, voire 67 ans !

Voilà le réel enjeu !

Une scandaleuse aberration sociale: rallonger la durée du travail pour les plus anciens alors que des centaines de milliers de jeunes se voient fermer le marché du travail.

Tout cela n'est qu'un trompe l'œil, car comment croire que l'on va

Chez First, et d'après la direction, il n'est pas possible d'envisager des départs anticipés: « nous n'avons pas les moyens et ce n'est pas ce que la loi nous demande ». Elle a bon des la loi quand ça les arrange ! Trop facile comme réponse, la loi n'interdit à aucune entreprise de traiter dans cet accord la reconnaiss-

« s'occuper » des seniors en les faisant travailler plus longtemps alors que la réalité c'est au contraire la dégradation des conditions de travail que ce soit en termes psychiques ou physiques, au nom de la course à la productivité et à la profitabilité financière. Il n'est pas question de progrès social pour les salariés mais bien de choix économiques de nos patrons.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

L'inquiétude des salariés due au retard de tous les projets, la désorganisation dans tous les secteurs de l'usine avec un plan de formation mal préparé, où tout est fait dans l'urgence et qui se traduit par un manque de personnel dans beaucoup de secteurs, tout cela rend les conditions de travail encore plus difficiles et la population des seniors n'est pas plus épargnée qu'une autre.

Après des années de travail posté (2X8, 3X8, 5X8...) et de postes difficiles, les salariés âgés demandent une chose : la reconnaissance de la pénibilité au travail par des départs en retraite anticipés. Le fait de vouloir les maintenir au travail plus longtemps est à l'extrême opposé de ce qu'ils souhaitent.

Depuis longtemps la CGT revendique la reconnaissance de la pénibilité au travail et sa réparation par des départs anticipés à la retraite.

Une réunion plus tard la direction nous présente son projet d'accord et à en lire le contenu, on pourrait croire qu'elle n'avait pas pris connaissance des propositions de la CGT, ni des autres syndicats d'ailleurs !

A la lecture du projet proposé par la direction, la CGT a dit ne pas vouloir si-

Chez First, et d'après la direction, il n'est pas possible d'envisager des départs anticipés: « nous n'avons pas les moyens et ce n'est pas ce que la loi nous demande ». Elle a bon des la loi quand ça les arrange ! Trop facile comme réponse, la loi n'interdit à aucune entreprise de traiter, dans cet accord, la reconnaissance de la pénibilité. D'un côté la direction dit vouloir garder dans l'emploi les seniors et de l'autre côté elle licencie des collègues abîmés ou en maladies professionnelles pour inaptitude. Ces collègues devraient pouvoir partir en retraite anticipée avec leurs pleins droits.

Quelques exemples de propositions de notre direction :

- Si les projets aboutissent et qu'il faille repartir en 3X8, la direction ne permettrait qu'à 40% des salariés âgés de plus de 55 ans de ne plus faire les 3X8.
- 100% des salariés âgés de 50 ans et plus bénéficieraient d'une visite médicale par an, alors que c'est déjà le cas pour toute la population de l'usine.

Voilà le niveau des propositions qui nous ont été faites !

La CGT avait proposé et développé des axes de travail sur les thèmes de l'amélioration des conditions de travail et prévention des situations de pénibilité, l'aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite, la transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat (toujours visibles dans nos panneaux d'affichage)

Une réunion plus tard la direction nous présente son projet d'accord et à en lire le contenu, on pourrait croire qu'elle n'avait pas pris connaissance des propositions de la CGT, ni des autres syndicats d'ailleurs !

À la lecture du projet proposé par la direction, la CGT a dit ne pas vouloir signer un tel accord où la direction ne prend aucun engagement réel et sérieux en faveur des seniors.

Rares sont les entreprises dans lesquelles un bon accord a été trouvé et FAI n'échappe pas à la règle. Nous avons eu connaissance d'accords (Snecma, EADS) où les directions d'entreprises reconnaissent, au moins en partie, la pénibilité du travail et acceptent de la réparer par des départs anticipés à la retraite.

Nous devons tous nous emparer de cette revendication. Des salariés subissent l'une des plus grandes injustices actuelles : la non reconnaissance de la pénibilité au travail due à leurs conditions de travail (contraintes physiques, environnement agressif, contraintes liées aux rythmes de travail). D'ailleurs l'espérance de vie d'un salarié dans l'industrie lourde comme la métallurgie est inférieure de 7 à 9 ans d'un cadre supérieur des professions libérales. La pénibilité n'est donc pas à traiter uniquement pour les salariés de 45 ans et plus, mais dès l'entrée dans l'entreprise, quelque soit l'âge.

Les travailleurs âgés qui ont subi la pénibilité dans leur carrière doivent pouvoir partir plus tôt et être remplacés par des jeunes qui ne demandent qu'à travailler.

La CGT First /Ford le 04 décembre 2009

Qui sont nos repreneurs ?

Qui se cache derrière Salvus Diligens ?

Dans un article du journal l'Express intitulé "**Quand les sauveteurs se transforment en naufrageurs**" datant du 03 juin et visible dans la rubrique "actualités" de notre site, nous pouvions lire sur FAI : "*Toutes les interrogations sont pourtant loin d'être levées. A commencer par celles entourant l'identité du repreneur, un fonds de retournement allemand, Salvus Diligens, créé en 2003 à Wiesbaden par trois associés. Il promet d'investir 200 millions d'euros dans l'ex-*

usine Ford, via un holding ad hoc, en partenariat avec un sous-traitant automobile allemand... et avec l'aide, bien sûr, des pouvoirs publics français."

La Holding, on la connaît, c'est HZ.

Le partenaire sous-traitant allemand aussi, c'est Hay

Mais qui se cache derrière Salvus Diligens ?

Ils possèdent un site internet <http://www.salvus-diligens.de/> où l'on peut télécharger un **portrait de leur compagnie** et dont nous avons tenté une traduction.

Nous y découvrons que les trois dirigeants de *Salvus Diligens* sont les mêmes que les notre, ceux de HZ : HEINZ-GÜNTER HUB - WOLFGANG MAENNEL - DR. MARKUS ZIEGLER

Nous n'en savons pas plus pour l'instant alors nous interrogerons la direction mais espérons que ce n'est pas une machine à la Bernard Tapie...

La CGT-Ford, questions sans réponses depuis la reprise en mars 2009...

Pour rappel : La position de la CGT-Ford sur le projet de reprise de FAI par la Holding HZ le 31 mars 2009 : Téléchargez la en cliquant [ici](#)

Clip de Délio de leur titre : "[Par la porte de derrière](#)"

Historique de la page d'accueil du site :

[Historique de la page d'accueil du 01.10.2009 au 03.12.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 05.09.2009 au 30.09.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 01.06.2009 au 05.09.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 01.05.2009 au 31.05.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 01.04.2009 au 30.04.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 19.03.2009 au 31.03.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 29.02.2009 au 18.03.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 29.01.2008 au 28.02.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 06.12.2008 au 28.01.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 20.11.2008 au 06.12.2008](#)

[Historique de la page d'accueil du 18.10.2008 au 20.11.2008](#)

